

PERMIS DE CONDUIRE À POINTS

Effectif avant fin 2016

Le permis de conduire à points sera effectif d'ici fin 2016. Doté de vingt-quatre points, ce document est à valeur «pédagogique», «préventive» et «répressive».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Adopté mercredi dernier au Conseil du gouvernement, le permis de conduire à points sera opérationnel d'ici fin 2016. Un document qui intervient après la mise en place des fichiers nationaux du permis de conduire, des infractions et de la carte grise. Trois fichiers «nécessaires» et «indispensables» pour la mise en place effective du permis à points, a affirmé Salem Salhi, directeur des transports terrestres au ministère des Transports, ce jeudi sur les ondes de la Radio Chaîne 3.

Selon lui, ce permis est un document à vocation «pédagogique», «préventive» et «répressive». «Le permis à points incitera le conducteur à avoir une conduite responsable afin de préserver son capital de points initial», dit-il avant de rappeler que plus de 90% des accidents de la circulation en Algérie sont dus au facteur humain.

Salem Salhi est justement convaincu que la mise en place du permis à points va réduire considérablement le nombre des accidents de la route. «Lorsqu'un conducteur est conscient qu'une fois son solde de points égale à zéro, son permis de conduire sera déclaré invalide, je pense qu'il va beaucoup réfléchir avant de s'engager et de s'aventurer sur la route», souligne-t-il.

Doté de 24 points, ce document est soumis à un barème de retrait de points. En plus détaillé, le directeur des transports terrestres au ministère des Transports a expliqué que la contravention du premier degré impose le retrait d'un point et celle de deuxième degré le retrait de deux points. La contravention du troisième degré conduit à moins quatre points et celle de quatrième degré à moins six points. Quant aux délits, dix sont retirés du permis de conduire. «Dans le cas de non-paiement de l'amende



Photo : DR

Le permis est définitivement retiré, une fois tous les points perdus.

forfaitaire relevant des contraventions, un retrait de deux points sera effectué systématiquement après un délai de 30 jours», ajoute-t-il.

Toutefois, le projet de loi du permis à points compte un principe de récupération des points. Une possibilité explique-t-il encore, qui permet au conducteur n'ayant pas commis de contraventions durant une période déterminée entre trois à quatre années, d'atteindre son forfait initial.

Autre recours pour récupérer les points perdus : l'accomplissement d'une formation aux frais du conducteur.

Par contre, le document de conduire est définitivement retiré, une fois tous les points perdus. «Le concerné sera obligé de refaire la formation du permis à conduire. Après une période de six mois, il peut postuler pour l'obtention d'un nouveau permis de conduire en pas-

sant par une période probatoire», précise-t-il.

S'agissant des autoécoles, l'invité de la Chaîne 3 indique que l'ouverture de ces établissements n'est pas permise aux personnes possédant soit un diplôme CAPP et sept ans d'expérience, soit un diplôme universitaire et autre CAPP et trois ans d'expérience.

Quant à la formation au permis de conduire, il affirme que de nouveaux manuels des moniteurs ont été élaborés par le Centre national de permis de conduire.

«Nous avons finalisé trois catégories : B, C et D. Ces manuels ont été diffusés à l'ensemble des autoécoles pour qu'ils soient pris en considération dans la formation des candidats», dit-il.

L'invité de la Chaîne 3 évoque par ailleurs, la numérisation de la carte grise. «Le ministère de l'Intérieur a engagé la mise en place de la carte grise biométrique. Un projet qui a été d'ailleurs, entériné lors du dernier Conseil du gouvernement».

Ry. N.

LA GRÈVE DES CONDUCTEURS DE TRAIN SE POURSUIT TOUJOURS

Syndicat et employeur campent sur leurs positions

C'est le statu quo au niveau de la SNTF. La grève enclenchée par les conducteurs de train depuis dimanche dernier est entrée depuis hier dans son sixième jour. Les conducteurs grévistes campent sur leurs positions et refusent de céder de leurs revendications. Jeudi dernier, ils ont rendu public un communiqué dans lequel ils «déploraient et dénoncent rigoureusement la politique du deux poids deux mesures concernant la manière engagée par l'entreprise dans l'octroi des grades».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - «Les conducteurs de train déplorent et dénoncent rigoureusement la politique du deux poids deux mesures concernant la manière engagée par l'entreprise dans l'octroi des grades», lit-on dans le communiqué du collectif. Ils persistent dans leur démarche en revendiquant «une revalorisation de leur prime de rendement et le reclassement de leur filière, principal point de discord entre la direction et les grévistes».

Selon des sources syndicales, «c'est le conflit interne qui serait à l'origine de la poursuite de la grève». En effet, alors qu'on s'acheminait vers le dénouement de la crise qui paralyse le transport ferroviaire depuis dimanche dernier à travers un accord qui devait être conclu avant-hier dans la soirée entre l'employeur et la fédération des cheminots, les syndicalistes représentant les conducteurs de train ont quitté la table des négociations, après que la direction générale de la SNTF a refusé de reconnaître la spécificité de la revendication des concernés, à savoir l'évolution de carrière.

Cette même source a ajouté que «la SNTF a engagé un bureau d'études spécialisé en ressources humaines pour dresser un nouveau tableau de l'évolution des carrières pour l'ensemble des filières, y compris celles des tractionnaires».

La direction générale et la Fédération nationale des chemins de fer considèrent que c'est un problème global et non spécifique aux tractionnaires. D'ailleurs, la SNTF organise l'évolution de carrière de l'ensemble des filières «qui sont toutes aussi indispensables les unes que les autres».

Un avis que soutient également la fédération des cheminots arguant que «c'est un problème global et non spécifique aux tractionnaires». Cela dit, le débrayage des conducteurs de train a causé des pertes à la SNTF estimées à 80% du chiffre d'affaires quotidien de la société, a indiqué à l'APS le directeur de l'inspection technique de la SNTF, Abdelmalek Hamzaoui.

Malgré une reprise partielle du trafic sur les lignes de la banlieue d'Alger dans le cadre du service minimum assuré, le trafic ferroviaire reste quasiment paralysé suscitant un mécontentement général chez les clients de la SNTF

qui ont été obligés de recourir aux autres moyens de transport.

Le trafic ferroviaire avait repris mardi sur les lignes de la banlieue est (Alger-Thenia) et ouest (Alger-El Afroun) après un arrêt total durant les journées de dimanche et lundi.

Selon M. Hamzaoui, le trafic est assuré à hauteur de 25% pour la ligne Alger-Thenia (10 voyages sur 50) et à hauteur de 20% pour la ligne Alger-El-Afroun (12 voyages sur 60). Il a ajouté que les grévistes sont toujours attachés à leurs revendications portant sur des garanties immédiates pour la révision de leur situation professionnelle.

BARRAGE VERT

Lancement d'une étude portant sur sa réhabilitation

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, présidera dimanche 15 mai 2016, à Boussaâda (M'sila), une journée d'étude sur le Barrage vert sous le thème «bilan et perspectives».

Younès Djama - Alger (Le Soir) - La réhabilitation du barrage vert, œuvre emblématique de notre pays leader africain dans la prise de conscience pour lutter contre la désertification, est une des priorités du secteur pour les prochains programmes, lit-on dans une note d'information du ministère. Et en guise d'élaboration d'un plan d'action permettant la protection et la réhabilitation de cet ouvrage historique, le ministère de l'Agriculture, à travers la Direction générale des forêts, a confié au Bureau national d'études pour le développement rural (Bneder) la réalisation d'une étude portant sur sa réhabilitation et son extension.

L'étude en question vise comme objectifs d'appréhender les menaces qui pèsent sur le

Barrage vert, d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux de cet investissement, d'analyser l'apport des différents programmes de lutte contre la désertification qui y ont été menés et enfin de proposer un plan d'action opérationnel permettant la reprise et l'extension de l'ouvrage moyennant une stratégie adaptée au contexte économique, social et écologique qu'impose la réalité d'aujourd'hui.

Le plan d'action prévoit l'extension de la zone du Barrage vert sur plus de 1,7 million d'hectares au niveau de 10 wilayas, la réhabilitation des plantations sur plus de 159 000 ha, l'extension forestière et dunaire sur plus de 287 000 ha, entre autres mesures.

La journée d'étude organisée à M'sila intervient à l'occasion du

45^e anniversaire du lancement de ce projet.

Cette journée d'étude sera l'occasion de présenter le bilan des réalisations du Barrage vert depuis son lancement ; les résultats de l'étude et notamment le plan d'action relatif à la réhabilitation et extension du Barrage vert réalisé par le Bneder ; de valider le plan d'action par les différents acteurs et partenaires (ministères, autorités locales, société civile, professionnels et privés).

La désertification est aujourd'hui un problème des plus préoccupants, aggravée par les changements climatiques. Elle menace la totalité des écosystèmes naturels par la réduction du potentiel biologique et la rupture des équilibres écologiques et socioéconomiques.

Directement après l'indépendance, le reboisement était l'une des priorités d'urgence et ce, pour le renouvellement du patrimoine forestier qui avait subi un endommagement intense durant la guerre de Libération.

Depuis son lancement (1970-2015), le bilan des principales réalisations fait ressortir que plus de 300 000 ha de plantation forestière (reboisement-repeuplement-brise vent ceinture verte-fixation de dunes ; plus de 42 000 plantations pastorales ; plus de 21 000 h de plantation fruitière ; plus de 2 000 000 ha de mise en défens, plus de 14 000 km de pistes (agricholes et rurales), plus de 1 500 unités de mobilisation de ressources en eau, plus de 1 000 000 m³ de correction torrentielle, etc.

Le Barrage vert s'étend sur 3 millions d'hectares, produit de sa largeur théorique moyenne de 20 kilomètres et de sa longueur, calée entre les extrémités frontalières, de 1 500 km. Cette délimitation a englobé un ensemble de 13 wilayas et 165 communes.

Les wilayas touchées par le Barrage vert sont au nombre de 10. Il s'agit, d'est en ouest, de Tébessa, Khenchela, Batna, M'sila, Bouira, Médéa, Djelfa, Laghouat, El-Bayadh et Naâma.

Y. D.